

Formation

Privée de sport-études car elle ne vise pas la maturité

Lausanne
Une championne de badminton n'a pas accès à une classe spéciale car elle suit l'École de culture générale. Trop peu de demandes

Romarc Haddou

Dounia Pelupessy craint de ne pas pouvoir décoller. À l'aube de ses 17 ans, cette Lausannoise fait partie de l'élite européenne en badminton. Mais, alors qu'elle arrive «à un âge très important en termes de progression», dixit Pierre Pelupessy, son père et entraîneur, sa situation scolaire pourrait freiner sa carrière. Car la jeune fille, actuellement classée 10^e junior européenne en simple et 1^{re} en double, ne peut bénéficier des aménagements d'une filière pour sportifs d'élite. La raison est simple: elle suit l'École de culture générale au Gymnase de Beaulieu, et les demandes n'y sont pas assez nombreuses pour ouvrir une classe spéciale. Le sport-études du Gymnase Auguste Piccard est, lui, réservé à ceux qui suivent l'École de maturité.

«C'est une situation très frustrante. Je parviens à progresser, mais toutes mes concurrentes européennes bénéficient d'aménagements qui finiront par faire la différence, prévoit Dounia Pelupessy. Pour rivaliser, je dois m'entraîner dès que j'ai un moment de libre, que ce soit avant les cours, à midi, en fin de journée ou le week-end. J'ai donc peu de temps pour m'aérer l'esprit et j'accumule de la fatigue physique et mentale.» Ses performances comme son évolution pourraient en pâtir.

«C'est un problème récurrent. Actuellement, il n'y a pas assez d'élèves pour ouvrir une classe spéciale dans cette voie, constate Suzanne Peters, chargée de missions stratégiques à la Direction générale de l'enseignement postobligatoire (DGE). En l'état, des outils existent dans les établissements, puisque



Dounia Pelupessy craint de ne plus pouvoir rivaliser avec des concurrentes qui s'entraînent beaucoup plus. VANESSA CARDOSO

des aménagements sont possibles concernant les horaires ou les absences. Des solutions individualisées existent donc, en gardant en tête la mission assignée à l'établissement, à savoir conduire l'élève jusqu'à l'obtention d'un titre.»

Sportifs d'élite prétérités?

Ancien joueur professionnel de badminton, Pierre Pelupessy interroge: «Dounia est double championne de Suisse et n'a pas accès au sport-études. Est-ce qu'il est fait pour ceux qui ont une chance de réussir au plus haut niveau ou pour ceux qui ont des facilités à l'école? Dans ces classes spéciales, il y a beaucoup de sportifs qui ont un niveau correct mais pas suffisant pour percer dans leur discipline.»

Au Gymnase de Beaulieu, il n'y a plus de classe pour artistes et spor-

tifs d'élite «depuis au moins dix ans, indique le directeur, Frédéric Détraz. Il faudrait une vingtaine d'élèves et nous ne les avons pas, alors qu'à Auguste Piccard, en École de Maturité, ils ouvrent trois ou quatre classes par volée. Nous avons même tenté des classes hybrides mais ce n'était vraiment pas idéal.» Les options disponibles en culture générale compliquent encore l'équation, puisqu'elles multiplient les cursus à partir de la 2^e année. «Il faut également prendre en compte l'indépendance de l'école de commerce (ndlr: autre formation dispensée à Beaulieu). Les élèves concernés sont placés dans les gymnases qui leur conviennent le mieux et des mesures particulières sont prises en fonction de chaque situation.»

Dounia Pelupessy bénéficie de quelques adaptations lui permet-

tant d'aller s'entraîner dans son club de Malley, elle est notamment dispensée des cours de sport. Pour le reste, elle n'a «pas l'intention de laisser tomber l'école» et fera au mieux pour décrocher un diplôme dans deux ans. Ensuite? Des propositions lui sont parvenues de l'étranger, en France mais aussi aux Pays-Bas où son père a grandi et s'est formé. «Ce pourrait être une option afin de bénéficier d'une meilleure structure.»

S'inspirer de l'étranger

«Il y a une forme de discrimination, puisqu'elle est privée d'aménagements dont elle pourrait bénéficier si elle suivait un autre cursus, juge Robbert de Kock, président de Swiss Badminton. Dans des cas comme celui-là, d'autres pays comme la France, l'Allemagne ou les Pays-Bas ont des kilomètres d'avance et offrent une éducation quasi individualisée. C'est un système coûteux, mais il faut penser à ce que les succès sportifs suisses rapportent en termes d'image. Or, dans cette configuration, nous ne pourrions jamais rivaliser. C'est toute la question de l'importance accordée au sport dans notre pays.»

Lui-même s'est déplacé au Gymnase de Beaulieu pour tenter de trouver une solution, afin de «ne pas gâcher l'un des plus grands talents suisses». Il précise qu'il existe des structures en Suisse allemande, mais que la barrière de la langue rend l'option délicate. La famille Pelupessy a aussi discuté avec le Centre Sport-Études Lausanne (CSEL), à la Pontaise, mais «ce n'est pas adapté. Elle a déjà son propre encadrement et a juste besoin d'allègements d'horaires», explique son père.

«Nous ne sommes ni le hockey ni le foot, nous n'avons pas un réservoir d'athlètes suffisant pour créer des écoles ou des centres de formation spécifiques. Tous les petits sports sont confrontés à ce genre de problème. Swiss Olympic en est conscient et discute avec le monde politique, mais il ne faut pas espérer une solution à court terme», regrette Robbert de Kock.

Frères d'arme

Mon été à l'armée

Sami Zaïbi



Notre journaliste Sami Zaïbi fait son école de recrues. Chaque semaine, il nous raconte les moments joyeux ou difficiles vécus sous les drapeaux 2/7

L'uniforme nous habille depuis deux semaines seulement, il semble pourtant collé à notre peau depuis deux ans. Surréaliste au début, le quotidien militaire s'intègre à une vitesse ahurissante. Entre recrues, on s'appelle par notre nom de famille, auquel on répond mécaniquement «Présent!» Même quand ce n'est

pas ordonné, on se met instinctivement en «position de repos», mains jointes dans le dos.

Ce n'est plus la semaine, mais le week-end qui devient déstabilisant. Lors du dernier, un camarade de chambre s'est levé au milieu de la nuit, s'est assis et, quand sa copine lui a demandé ce qu'il faisait, il a répondu: «Je me prépare pour l'appel.» Certains sergents racontent donner des ordres pendant leur sommeil.

Le choc des premiers jours passé, les rituels façonent la routine. Chaque matin, à 7 heures claires, le brame du sergent-major chef retentit sur la place d'armes. Charcuterie déjà avalée, gerbes de barbe fauchées et uniforme enfilé, la compagnie se précipite, en colonne par quatre, par ordre de grandeur, et s'aligne devant le drapeau suisse. Tous en chœur, et en deux langues, on chante l'hymne national. Puis on court en arrière, à gauche et à droite, et le capitaine jette son béret au sol: c'est l'heure des pompes. Ensuite la journée peut commencer.

La mécanique des gestes drillés se lubrifie. Deux objets

monopolisent notre temps et notre amour. D'une part, le Fass, notre arme personnelle, ou plutôt «notre femme», comme on nous l'a présentée, que l'on apprend à démonter, à lubrifier et à cadenas devant la chambre, où elle passera la plus claire de son temps. Dès la seconde semaine, on tire à balles réelles, une particularité de l'armée suisse unique au monde.

D'autre part, les KS, nos massives chaussures de combat noires, seconde prunelle de nos yeux. Si le Fass est notre femme, les KS sont nos enfants. Chaque soir, alors qu'on pensait aller tranquillement dormir, il faut jeter ses dernières forces pour s'occuper d'elles, les brosser, les graisser, défaire et refaire les lacets. On passe plus de temps à nettoyer les KS que son corps.

À chaque nettoyage, un temps, souvent difficilement tenable, nous est imparti. Si l'on dépasse le chrono, même d'une seconde, le sergent jette son béret à terre, et vous connaissez la suite. À même le béton granuleux, on sue jusqu'à ce que les retardataires finissent le travail. À l'armée, c'est comme ça: quand un fait une connerie, c'est tout le monde qui ramasse.

A priori injustes, ces sanctions se révèlent magnifiques. Elles forgent ce que l'armée offre de plus beau: la camaraderie. Quand on se relève, haletant, les muscles tendus et les mains en champ de bataille, il n'y a aucun ressentiment envers le fautif. On sait que la prochaine erreur pourrait être à notre crédit. On est tous dans la même boue, même les gradés, qui courent quand on court, pompent quand on pompe, gagnent quand on gagne. La section forme un tout organique, insécable.

Très vite, l'entraide devient indispensable à la survie. Aider les autres devient un réflexe. Pour chaque activité, ceux qui sont dans les temps aident les autres. L'autre jour, un camarade a annoncé avoir perdu une balle. «Faux, a répondu un sergent. Ce n'est pas vous, c'est la section.» On s'est tous mis à la chercher.

Nulle part ailleurs je me serais retrouvé à porter sur des kilomètres le paquetage d'une personne que je ne connaissais pas deux semaines plus tôt, qui ne parle pas la même langue que moi et avec qui je ne partage rien d'autre qu'une tenue de camouflage. C'est tout le paradoxe de l'armée: il n'est de milieu aussi inhumain et humain à la fois.

Lausanne

La police ne taira pas la nationalité des interpellés

Lausanne

La Ville ne changera pas sa pratique, malgré deux résolutions adoptées par le Conseil communal en janvier dernier

Deux résolutions du Conseil communal de Lausanne adoptées en janvier n'y auront rien changé. La Municipalité informe qu'elle continuera à indiquer la nationalité des personnes interpellées par la police. Une réunion entre les communicants de la police cantonale vaudoise, de la police municipale et le Ministère public a débouché sur cette décision. «À cette occasion, le procureur général n'a pas souhaité s'éloigner de la doctrine posée par la Conférence des commandants des polices cantonales de Suisse», explique le syndic Grégoire Junod dans un communiqué.

C'est dans le cadre du traitement d'une interpellation déposée par l'élue socialiste Thanh-My Tran-Nhu que le Conseil a adopté ces deux résolutions. Dans la première, les élus souhaitaient que la Municipalité intervienne directement ou indirectement au sein de

la Conférence des commandants des polices cantonales de Suisse (CCPCS) pour qu'il ne soit «plus systématiquement» fait mention de la nationalité des personnes interpellées dans les communiqués de la police municipale. Dans la seconde, ils demandaient que la Municipalité veille «à la rigueur» des communiqués de sa police.

Pour Lausanne, et pour ce qui est des affaires pénales, c'est le Ministère public qui «approuve» ce qui figure dans un communiqué de la police lausannoise. Il en fixe les règles. Ainsi, la recommandation de la CCPCS stipule, pour l'information aux médias, que «l'âge et la nationalité des personnes soupçonnées et des victimes sont communiquées».

Depuis 2017, la police de Zurich n'indique plus systématiquement la nationalité des personnes interpellées. Une décision qui vise à éviter de renforcer les préjugés ou la xénophobie d'une partie de la population. De son côté, la CCPCS légitime la pratique en vigueur pour ne pas cacher des informations à la population, au risque de renforcer les ressentiments. **Laurent Antonoff**

Abordable ou pas, l'Auberge de Beaulieu?

Lausanne

Le restaurant de la Ville est censé convenir aux familles mais ne propose pas de plats enfants

L'Auberge de Beaulieu reprend vie depuis sa réouverture, il y a quatre mois. Entièrement rénové pour 150 000 francs par son propriétaire, la Ville de Lausanne, l'établissement séduit une nouvelle clientèle.

Des voix s'élèvent pourtant pour critiquer les prix. Une cliente juge par exemple que «27 francs pour des quesadillas au vacherin avec des artichauts et beaucoup de salade, ça m'a paru exagéré». «Ce n'est pas franchement abordable pour tout le monde de venir ici en famille», regrette un père lausannois.

Lorsqu'elles cherchaient un repaire, les autorités insistent pourtant sur un point: l'adresse devait être ancrée dans le quartier et accessible pour les familles. Un lieu sans chichi et intergénérationnel, disait-on.

Voyons la carte. L'assiette du jour est à 22 francs. Les plats (hors brunch) oscillent entre 22 et 36 fr. Nulle trace de suggestions pour les enfants.

Qu'en dit la municipale du Logement et de l'Architecture, Natacha Litzistorf, qui s'est attablée plusieurs fois à l'auberge depuis sa

réouverture? «Il ne faut pas oublier qu'on est en ville de Lausanne; c'est difficile de faire des prix très abordables. L'auberge est quand même dans la fourchette basse des établissements qui ouvrent en ce moment. Cela dit, je pense qu'il est sans doute possible de faire un effort pour avoir un plat du jour encore dans une fourchette plus basse et une offre plus spécifique pour les enfants. Nous avons prévu de laisser passer l'été et d'évaluer la situation avec l'exploitant après quelques mois, pour avoir le recul nécessaire.» La municipale Verte se félicite de la part belle faite aux produits locaux et de saison et relève que «les gens sont très contents de ce nouveau lieu, surtout ceux du quartier».

«Les plats ne sont pas si chers, sachant qu'on travaille avec de la viande et des légumes suisses, du poisson du lac, des vins bios, etc., réagit George Marchant, l'un des trois associés-gérants. Le plus cher, c'est la fêra du lac à 36 francs. Pour moi, c'est correct. Mais on va regarder cette histoire de plats pour enfants. C'est un peu compliqué, parce qu'on veut proposer quelque chose de plus recherché que du jambon-frites. Et le choix est restreint, car on travaille avec des produits frais.» Il indique avoir «plutôt eu des retours positifs. Mais nous sommes ouverts à toutes les remarques en vue de nous améliorer.» **Marie Nicollier**

Festival

Belle affluence sur les pavés de la Cité

Le Festival de la Cité Lausanne s'est terminé dimanche soir sur un bilan radieux et une très forte affluence, estimée à plus de 100 000 personnes. Un succès bienvenu, après une édition 2018 qui avait connu une baisse de fréquentation - en raison de la Coupe du monde de football et d'un soir d'orage qui avait vidé les rues de la vieille ville, selon les organisateurs - avec seulement quelque 91 000 spectateurs. **G.CO**

Pully

Lancer un nouveau Pedibus

Les inscriptions au Pedibus pour l'année scolaire 2019-2020 sont ouvertes. Les parents sont invités à se rendre sur www.pully.ch/pedibus pour obtenir des informations pratiques. Depuis 2010, la Commune offre un soutien logistique aux parents désireux de mettre en place une ligne Pedibus. Aux dernières nouvelles, trois lignes sont actives sur le territoire. Informations: 021 721 31 65. **M.N.**